



Communiqué de presse commun du 6 mai 2025

Depuis presque 15 jours, les établissements pénitentiaires, les SPIP, les personnels de l'administration pénitentiaire et leurs biens sont visés par des attaques dont la fréquence et le caractère erratique inquiètent légitimement. Les CGT du ministère et le Syndicat de la magistrature apportent tout leur soutien à celles et ceux qui y sont confronté.e.s. Ces violences d'une ampleur inédite sont absolument inacceptables.

Depuis près de quatre mois, les questions pénitentiaires font l'objet d'une attention toute particulière qui expose directement les 45.000 agent.e.s qui y exercent, sans que leur protection, indispensable, n'ait été pensée. La CGT et le Syndicat de la magistrature n'ont de cesse de dénoncer les orientations du garde des Sceaux qui prône une vision de la prison uniquement répressive et si peu tournée vers la réinsertion, qui entend infliger à plusieurs centaines de personnes des conditions de détention attentatoires aux droits et libertés fondamentaux et stigmatise inutilement et dangereusement des personnes placées sous main de justice déjà les plus précaires.

Dans le même temps, ce sont toujours 81.800 détenu.e.s qui sont incarcéré.e.s dans des conditions indignes. La situation dramatique dans les prisons françaises ne fait jamais l'objet d'une réflexion systémique, ni sur ses causes, ni sur les conséquences qu'elle emporte tant pour les personnes détenues que pour les personnels pénitentiaires qui y travaillent dans un contexte particulièrement dégradé.

Bien au contraire, le ministre utilise sans cesse la question pénitentiaire comme piédestal médiatique au service de ses ambitions politiques personnelles : prison haute sécurité, réforme « narcotrafic », activités en détention, numérique en détention, détenus étrangers, ou encore prisons modulaires. Tous les sujets pénitentiaires sont bons pour être invités avec démagogie sur les plateaux ou pour une conférence de presse. Il met de ce fait sur le devant de la scène tous les services et agent.e.s pénitentiaires sans leur donner les moyens d'exercer en toute sécurité leurs missions, que sont la garde et la réinsertion.

Le langage de la violence et la sémantique guerrière ne devraient jamais avoir leur place dans une société humaniste et démocratique. Celles et ceux qui y ont recours participent à une fracture sociale et à une polarisation de l'opinion publique en marche depuis bien trop longtemps.

A la suite du prononcé du délibéré dans l'affaire dite des assistants parlementaires du Front national, l'institution judiciaire a également subi des attaques frontales d'une ampleur inédite, tant de la part de la classe politique, que de certains membres du Gouvernement qui ont ouvertement remis en cause l'indépendance de l'autorité judiciaire. Ceci nous montre que tous les corps et personnels du ministère de la justice sont visés. Cette ambiance, sans cesse alimentée par des déclarations politiques démagogiques et nocives, doit absolument cesser.

Il faut donner à tous les services de la justice les moyens pour fonctionner. Soutien total à tous les agent.e.s visé.e.s et touché.e.s dans leur activité professionnelle et leur vie privée. La solidarité est une arme, utilisons là pour se protéger, obtenir des conditions de travail dignes et un service public de qualité !